



Fenêtre sur le monde n°12

Le nom grec du confinement, egkleismos, ainsi que son nom anglais, lockdown, évoquent l'enfermement, des barrières, des barreaux, des cadenas. Aujourd'hui, l'autoritaire remplace le sanitaire. Considérés comme « responsables » quand il s'agit de respecter des règles susceptibles d'endiguer la pandémie, c'est à un paternalisme infantilisant que nous faisons face quand il s'agit de faire face à des menaces que les concepteurs d'enclos identifient pour limiter les li-



bertés sans lesquelles il est vain de prétendre pouvoir faire société, faire solidarité. Sécurité et protection : notions bien détournées. Et la santé ? Jamais autant elle n'a rimé avec marché, la course aux vaccins qui se déroule sous nos yeux éblouis le démontre avec acuité. La valse indécente des milliards (d'euros, de dollars), les actions qui montent en Bourse, seraient bien risibles si des milliards de vies n'étaient en jeu. « Nos vies valent plus que leurs profits » : ce n'est pas juste un slogan. C'est l'objectif réaliste vers lequel convergent des forces combattives des quatre coins de la planète. Pour que l'horizon fini des confinés s'ouvre sur l'infini de notre commune humanité.

Organisation mondiale de la santé (OMS) et vaccins anti-COVID

La plateforme COVAX de l'OMS ne couvrira que 92 pays dans le monde

Une infographie publiée dans *l'Humanité* du 19.11.2020 nous dit la réalité derrière les grands discours sur un vaccin « bien public mondial » que les dirigeants des pays riches prononcent à tout va à chaque rencontre internationale : États-Unis = 1.010 millions de doses déjà achetées (dont 500 millions chez AstraZeneca), Union européenne (UE) = 1.305 millions de doses déjà achetées (dont 300 chez Sanofi et 300 chez Astra Zeneca), Royaume-Uni 305 millions de doses déjà achetées (dont 100 chez AstraZeneca, 60 chez Sanofi et autant chez Novavax). Cela sans ajouter les options prises sur les doses à venir (c'est-à-dire des sommes non encore engagées).

Plusieurs gouvernements de pays de l'UE s'enorgueillissent de pouvoir commencer à vacciner dès la fin de 2020 ou le début de 2021. Les médias s'emballent pour diffuser ces nouvelles enthousiasmantes et, du coup, servir de relais à des spéculations politiques.

Et la recherche dans tout ça ?

Le *NYTimes* du 18 novembre, dans une section de débat qui joue sur le mot « shot » (piqûre, coup de fusil ou... coup tout court, y compris de communication), nous apprend comment l'argent public a en fait financé les compagnies privées qui sont aujourd'hui sur le devant de la scène et que tout le monde ou presque vénère comme des héros : des milliards consacrées par l'administration fédérale états-unienne (le négationnisme de Trump ne l'empêche pas d'être solidaire des entreprises cotées en bourse...) pour que le privé développe des vaccins, mais la piètre somme de 200 millions (plus 140 millions supplémentaires promis pour décembre) aux gouvernements locaux qui auront en charge la vaccination de leur population et devront supporter les frais d'une logistique très complexe. Le vaccin Pfizer-BioNtech doit être conservé à -94°F (-70°C), car pour atteindre l'efficacité à 90% promise (le 19 novembre on annonce 94%), il faut un rappel au bout de 28 jours. C'est aux autorités publiques et aux établissements de santé qu'incombent les tâches les plus lourdes, stockage du produit et organisation de la vaccination.

Et les 92 pays alors ?

Même si grâce à COVAX ils peuvent espérer des miettes qui, selon la parabole biblique « tomberont de la table des maîtres pour les chiots affamés qui s'agitent autour », personne ne garantit qu'ils auront les capacités logistiques requises. Ni que les « généreux » pays riches, qui auront déjà fort à faire avec leurs propres problèmes techniques et organisationnels, pourront les aider.

Sans compter ce que tous les médias du monde ont constaté (et qu'une partie de la communauté scientifique publique savait déjà) : la recherche publique, même dans les pays où elle était mal financée et mal considérée, a fourni les bases scientifiques grâce aux travaux fondamentaux qui sont menés depuis longtemps loin des écrans médiatiques. Mais dès la sortie du communiqué de presse Pfizer-BioNtech promettant un vaccin efficace en cours de production, le produit de la vente en bourse de 60% des actions du PDG de Pfizer a rapporté 4,7 millions d'€ en une semaine. C'est ce même PDG qui considérait le partage de la propriété intellectuelle comme « un non sens » bridant l'innovation... Et en Allemagne, dont est originaire la firme BioNtech (petite start-up devenue grande en peu de temps), le gouvernement et la banque européenne d'investissement donnent 475 millions d'euros, sans contrepartie.

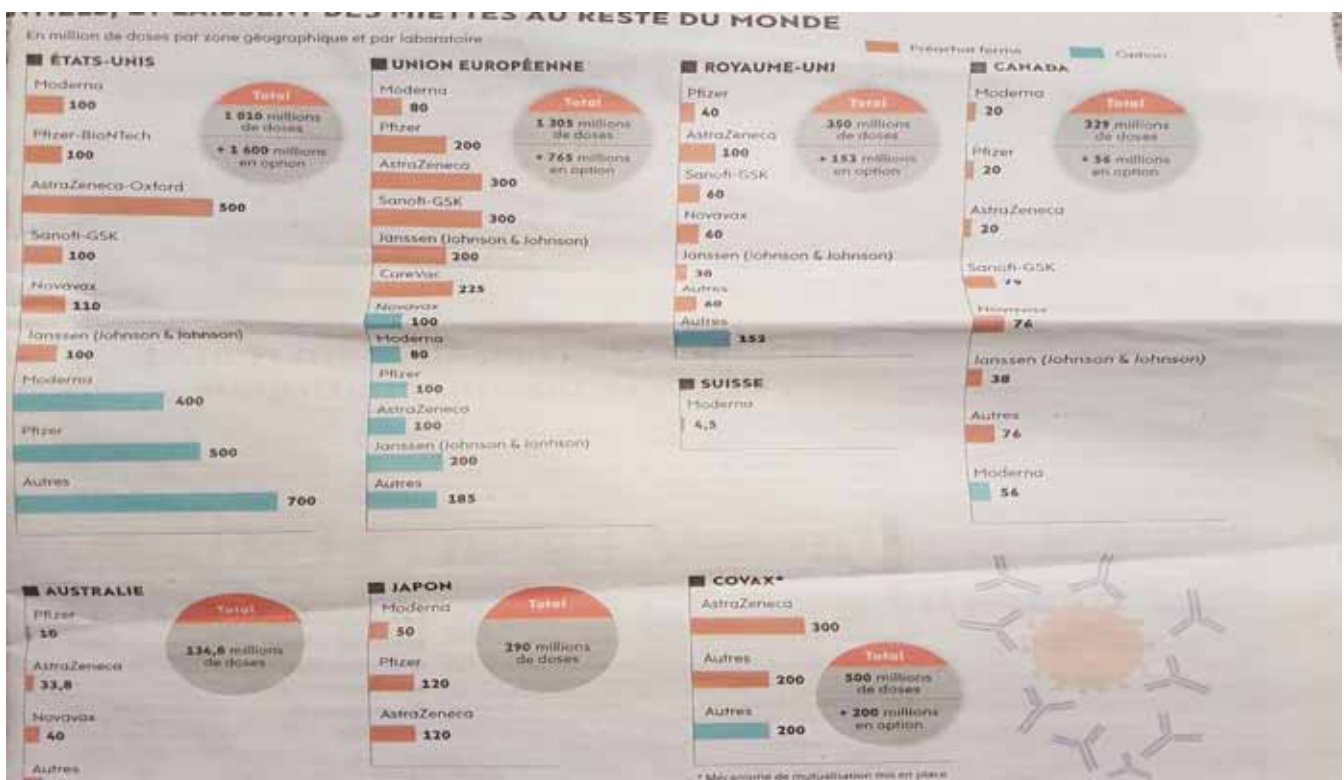
Si au moins les brevets de ces précieux vaccins étaient rendus publics, à l'instar des médicaments génériques, pour rendre leur production possible à bas coût et casser les monopoles ? Mais rien n'y fait, car la science ouverte est encore au niveau des belles déclarations (*empty words...*) et que les organismes internationaux (ONU, UNESCO, UNICEF) ou intergouvernementaux (OMS) n'ont pas les moyens d'imposer une politique où chaque pays, quel que soit son niveau de richesse, serait traité équitablement.

Le 19 novembre, un article du journal italien *Il Manifesto*, qui commence avec le proverbe espagnol « qui ne court pas, vole » nous apprend que Moderna a annoncé un vaccin efficace à 94,5%, du coup Pfizer et BioNtech ont couru lui damer le pion, annonçant que l'efficacité de leur a augmenté en quelques jours, arrivant à 95%. On se croirait dans le film « Pour une poignée de dollars » et ce serait risible si la santé de milliards d'humains n'était pas en jeu.

En attendant que la FDA (*Food and Drug Administration*, la haute autorité de santé états-unienne, la plus importante au monde) donne son autorisation après les trois jours qu'elle consacra à l'évaluation des vaccins Pfizer-BioNtech et Moderna (8-10 décembre), la spéculation continue. Et la publication des résultats scientifiques ? Toujours pas dans des journaux reconnus pratiquant l'évaluation par les pairs, seul processus qui a fait ses preuves. Mais dans de multiples communiqués de presse : les entreprises assurent à qui veut bien les croire qu'elles agissent pour le bien de l'humanité.

<https://www.humanite.fr/course-aux-vaccins-pleins-feux-sur-lopacite-des-contrats-de-lindustrie-pharmaceutique-696324>

<https://ilmanifesto.it/efficace-al-95-pfizer-rilancia-e-alza-la-posta/>



OMC (Organisation mondiale du commerce)

Demande de levée de la propriété intellectuelle pour un accès universel aux vaccins anti-COVID

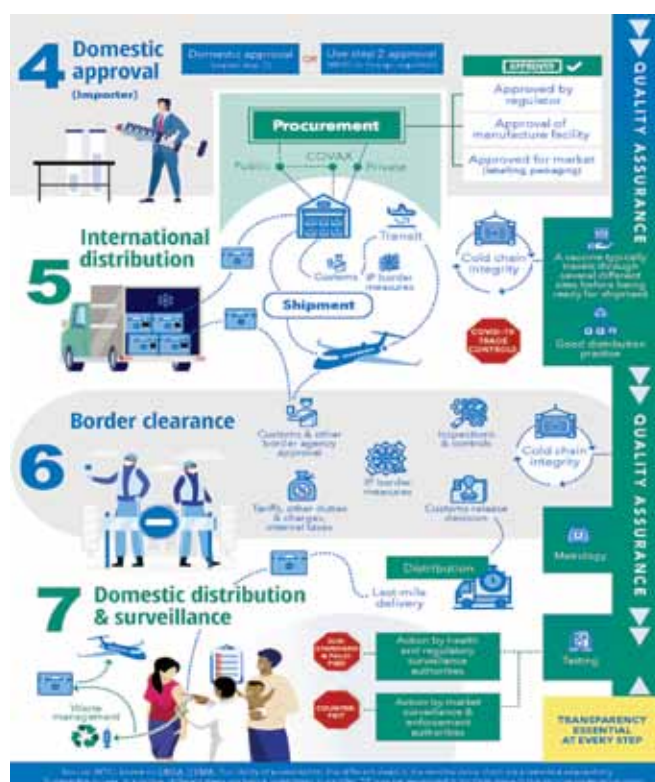
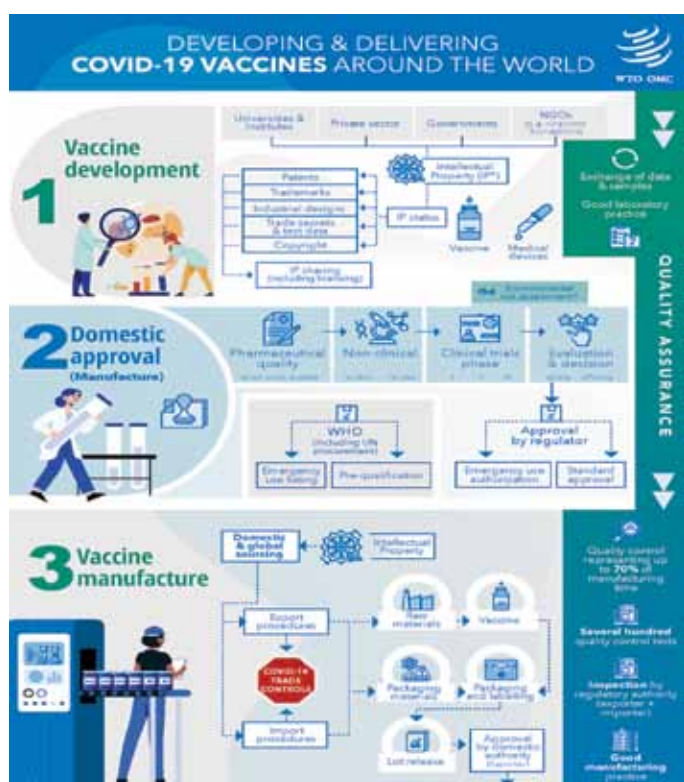
D'habitude, le nom de l'OMC évoque le libre-échange, la « concurrence libre et non faussée » comme règle suprême du commerce international favorable aux grandes entreprises. Mais peu savent qu'en son sein, au conseil ADPIC/TRIPS (Aspects des Droits de la Propriété Intellectuelle relatifs au Commerce/ *Trade-related aspects of Intellectual Property Rights*) sont aussi réglés les enjeux commerciaux de la propriété intellectuelle.

L'accord TRIPS fêtera ses 25 ans le 24 novembre. En préparation de cet événement officiel virtuel ouvert au grand public, deux pays sont montés au créneau pour demander des dérogations à la propriété intellectuelle relative aux dispositifs d'endiguement de la pandémie COVID19.

Ces deux pays, l'Afrique du Sud (qui n'a pas oublié le combat de Nelson Mandela pour l'accès aux traitements anti-VIH) et l'Inde, sont aussitôt suivis d'un nombre impressionnant d'organisations dites « de la société civile » (408 en tout), dont de nombreuses organisations syndicales internationales et nationales.

Dans une lettre que l'on peut lire sur le site de l'OMC (dans la partie dédiée à la COVID19), où l'on peut aussi trouver des infographies fort instructives sur le circuit de la préparation, de la fabrication et de l'acheminement des vaccins, ces organisations soutiennent la résolution proposée par l'Afrique du Sud et l'Inde.

Car cela n'échappe à personne que l'enjeu de taille, qui permettra à Pfizer, BioNtech, Moderna et consorts de devenir des « sauveurs d'humanité » est financier : si ces compagnies (et peut-être d'autres) conservent tout ou une partie de leur propriété intellectuelle sur la technologie qui a servi à fabriquer le vaccin, même si les données purement scientifiques ne sont pas complètement fermées, bien des pays seront obligés de payer le prix fort car la fabrication ne passera que par les multinationales et ne sera pas un véritable « bien public ».



La lettre constate que, 7 mois après le début de la pandémie, il n'existe toujours pas de politique assurant l'accès universel aux technologies médicales assurant la protection de tous, où qu'ils soient sur la planète.

Des pays en développement font face à des manques de produits essentiels, y compris de tests. Les pays représentant 13% de la population mondiale ont préempté presque la moitié des doses des futurs vaccins. Quant à l'industrie pharmaceutique, elle a poursuivi son *business as usual*, rejeté l'outil C-TAP de l'OMS destiné au partage des connaissances et poursuivi des stratégies restrictives favorisant les profits.

Non seulement les pays frappés aujourd'hui par la crise économique mondiale ne pourront pas payer le prix fixé par l'industrie privée, mais les restrictions vont empêcher la fabrication collaborative et distribuée des vaccins par tout fabricant compétent. Pour fabriquer, il faudra passer par les propriétaires des brevets et technologies. TRIPS offre déjà des possibilités de partage, mais elles dépendent d'accords bilatéraux. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est une « solution globale pour une pandémie globale, où tout pays est affecté », conclut la lettre : lever les restrictions au niveau de l'OMC, c'est-à-dire suspendre TRIPS pour tout ce qui concerne la COVID19.

Thomas Lemahieu, dans *l'Humanité* du 20.11, toujours à l'affût des informations sur le sujet, explique bien la duplicité notamment de l'UE qui, tout en parlant de « bien commun universel », nie la valeur juridique de cette notion. Par conséquent, cet « universalisme » reste au niveau du discours. Et pour cause : l'UE (et la France en son sein) a déjà fait ses réserves de doses. Elle peut, certes, « aider » les pays pauvres grâce à divers dispositifs « humanitaires », mais l'humanitaire a ses limites et ce qu'il faut à l'heure actuelle est un engagement ferme des puissances publiques.

Lettre des organisations de la société civile suivie de la liste des signataires :

https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/cso_letter_e.pdf

La proposition complète de l'Afrique du sud et de l'Inde est à lire sur le site de *Médecins sans frontières* : <https://msfaccess.org/india-and-south-africa-proposal-wto-waiver-ip-protections-covid-19-related-medical-technologies>

L'article de Thomas Lemahieu :

<https://www.humanite.fr/bien-public-mondial-lafrique-du-sud-et-linde-contre-attaquent-sur-lacces-aux-vaccins-696495>

Public Services International (PSI) - Internationale des services publics (ISP)

25 novembre : #Ratifier190

En cette journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Fédération syndicale internationale des travailleurs et travailleuses des services publics contribue à la campagne pour la ratification de la convention 190 de l'OIT visant à en finir avec la violence et le harcèlement sexuel dans le monde du travail. Cette convention (juin 2019), qui doit beaucoup à la CGT, n'est aujourd'hui ratifiée que par trois pays (Argentine, Fidji et Uruguay). L'ISP souligne le caractère urgent de sa ratification, compte tenu de la situation que la pandémie COVID19 a mise au grand jour. Sur son compte Tweeter, l'ISP interpelle les gouvernements et présente les initiatives des syndicats de plusieurs pays.

Les femmes ont supporté l'essentiel du travail « gratuit » pendant les confinements : leur condition financière a empiré, tandis que les violences à leur égard ont monté en flèche. Les témoignages de travailleuses « essentielles » le confirment : dans le milieu de la santé par exemple, le machisme et même le harcèlement ou la violence étaient déjà « une réalité quotidienne », selon Irene Khualo, infirmière du *Swaziland Democratic Nurses Union*, présidente de la commission femmes de l'ISP. Mais la pandémie les a exacerbés. « De nombreuses femmes, y compris des travailleuses de la santé et du soin, ont été confinées avec ceux qui abusaient d'elles », continue Irene. Voilà pourquoi son syndicat rejoint #Ratify190.

Au Chili, les manifestantes sourient, masquées, derrière leur banderole. Elles ont remis une lettre au président Piñera pour demander la ratification de la convention 190 : « nous ne voulons pas normaliser les conduites de maltraitance et de misogynie contre les travailleuses de la santé » !

La fédération mexicaine FESTEM (*Federación de Sindicatos de Trabajadores al servicio de los Gobiernos Estatales, Municipales e Instituciones Descentralizadas de los Estados Unidos Mexicanos*) demande que le pays suive l'exemple de l'Équateur, qui est en passe de devenir le 4^e pays ratifiant la convention.

En ce qui concerne l'Europe, les choses ne sont pas brillantes. L'ISP interpelle les gouvernements (y compris la France) et la Commission européenne. Personne n'a encore rien fait. Seule l'Italie a fait les premiers pas et pourrait devenir le premier pays européen à ratifier la convention, montrant ainsi l'exemple.

La campagne de l'ISP est ici :

<https://publicservices.international/campaigns/for-a-world-of-work-free-from-violence-and-harassment?id=5676&lang=fr>



Afghanistan

Le terrorisme frappe à l'Université de Kaboul

Le lundi 2 novembre, des terroristes armés ont fait irruption à l'Université de Kaboul, la plus grande du pays. Ils ont tué 22 personnes, étudiants et personnels, et blessé beaucoup d'autres. Cette attaque, revendiquée par Daech, est la deuxième dans une semaine visant un établissement d'éducation dans la capitale afghane qui n'a jamais connu de véritable répit depuis des années. Le retrait progressif des troupes états-uniennes suite à un accord avec les Talibans fait à nouveau monter la violence.

« À Kaboul, les djihadistes tuent des musulmans », titre un article de Pierre Barbancey dans *l'Humanité* du 4.11.2020. Et le NYTimes indique que Daech a déclaré viser l'université où étudient « les juges et les chercheurs qui appartiennent au gouvernement afghan apostat ».

L'Université de Kaboul venait de lever les restrictions relatives à la pandémie, c'est pourquoi des centaines d'étudiants étaient présents sur le campus au moment de l'attaque pour suivre les cours ou assister à l'inauguration d'une foire du livre iranien. Plusieurs d'entre eux, ainsi que leurs enseignants, étaient

tenus en otage dans des salles de cours. Après l'assaut des forces de l'ordre, les terroristes ont été tués. Les images montrent l'étendue des dégâts matériels, les récits dans la presse relatent l'horreur vécue par les humains.

Des collègues, sortis indemnes, pleurent leurs étudiants, leurs « meilleurs espoirs » qui s'en sont allés. Les jeunes rescapés disent la panique qui les a envahis : « nous avons pensé que c'était notre dernier jour » ; « mes camarades baignaient dans le sang ».

La « communauté internationale » s'est-elle indignée de cette invasion terroriste dans un établissement du savoir ? *Amnesy International* Asie du Sud réclame que la protection des civils devienne « une demande centrale pour son soutien du processus de paix » entre le gouvernement afghan et les Talibans. Le président afghan déclare que « les ennemis de la connaissance et du progrès ont continué à terroriser notre peuple », réaffirmant sa « détermination en faveur d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère ».

Le conseil d'administration de l'université a publié un message pour exprimer ses condoléances aux familles des disparus, personnels et étudiants, qu'il qualifie de « martyrs », mais aussi pour dénoncer fermement cette attaque et souligner son caractère symbolique, puisque son épiscentre a été les instituts de sciences naturelles et des humanités. Ce dernier a accompli l'exploit de dispenser des cours intensifs dès la fin du confinement et de rattraper le temps perdu. Le dévouement de ses personnels et étudiants était exemplaire. Voilà pourquoi « c'est incroyable, pour tout être humain et particulièrement tout membre de la communauté éducative qu'il ait été la cible de cette destruction ».

Le message du CA se termine symboliquement par une citation du Coran et jure « au nom d'Allah » que « le processus d'éducation et d'accroissement du savoir dans ce grand centre scientifique et académique sera poursuivi ». Les universitaires se déclarent « plus passionnés que jamais » pour faire avancer la science et la connaissance dans leur université et dans tous les centres universitaires et éducatifs du pays.

En France le terrorisme a visé un professeur de l'école laïque. En Afghanistan, pays musulman, c'est l'université qui est attaquée. Enseigner et étudier au péril de sa vie ?

<https://www.humanite.fr/afghanistan-kaboul-les-djihadistes-tuent-les-musulmans-695713>

<https://www.nytimes.com/2020/11/03/world/asia/Kabul-University-attack-victims.html>

<https://www.nytimes.com/2020/11/02/world/asia/kabul-university-attack.html>

<https://ku.edu.af/kabul-university-governing-board-message-occasion-bloody-event-2nd-november-2020-0>



Canada

Les travailleurs migrants agricoles : population à très haut risque de COVID19

Malgré un système d'immigration supposé ouvert et tolérant (au moins comparé à son voisin du Sud de l'Amérique du Nord), le Canada a ses migrants « parias », dont la contamination par le coronavirus est 11 fois supérieure à celle des personnels de santé, selon un article du *NYTimes* (11.10.2020), qui se réfère à des enquêtes lors de la première vague pandémique.

Certes, le Canada inclut à son système de sécurité sociale ses migrants quel que soit leur statut et la durée de leur séjour, ce que peu de pays font. Mais dans les faits, ces migrants, qui ont tous des permis légaux pour travailler dans l'agriculture et ont même afflué lors de la première vague pour assurer l'approvisionnement de la population en produits agricoles, ont peu de possibilité d'aller se faire soigner, car ils sont logés chez l'employeur dans les exploitations éloignées de tout transport.

Jenna Hennebry, directrice de l'*International Migration Research Center* de l'Université de Waterloo, Ontario, avec un groupe de ses collègues, le *Migrant Worker Health Expert Working Group* (MWHEWG) qui défend la santé et les conditions de travail des migrants au Canada, avait pourtant averti les autorités sur les risques très élevés de COVID19 encourus par ces migrants mexicains arrivés depuis avril. Suite à ces avertissements, le Mexique n'a plus encouragé la migration de ses ressortissants vers le Canada, et le Premier ministre canadien s'est dit prêt à réviser le système, accordant dans un premier temps 59 millions de \$ canadiens (45 millions de \$ USA) pour mettre aux normes sanitaires les logements de ces travailleurs et renforcer les inspections.

Mais les universitaires qui défendent les migrants soulignent le principal absent de cette politique : l'accès à la citoyenneté canadienne pour ceux qui le souhaitent. Vic Satzewich, professeur de sociologie à l'Université McMaster à Hamilton, Ontario, auteur d'un livre sur l'histoire de l'immigration intitulé *Racisme and the incorporation of Foreign labor* (Routledge, 1991) l'exprime ainsi : « nous avons un groupe de personnes définies comme suffisamment bonnes pour travailler au Canada, mais non suffisamment bonnes pour y rester. En tant que pays, nous devons nous demander pourquoi ».

Le MWHEWG est dirigé par trois femmes : C. Susana Caxaj, qui enseigne à la *Arthur Labatt Family School of Nursing* de la *Western University*, Jenna L. Henneby, de la *Basillie School of International Affairs* de l'Université Wilfrid Laurier, et Janet McLaughlin de la Faculté des SHS de l'Université Wilfrid Laurier.

Leur site : <https://www.migrantworker.ca/expert-working-group/overview/>

Depuis le début de la pandémie, pour la seule province de l'Ontario, plus de 1.600 travailleurs migrants agricoles ont été contaminés par la COVID19 et trois sont morts. Mais quand l'un d'entre eux agit comme lanceur d'alerte et avertit l'employeur de la maladie de l'un de ses collègues laissé seul, fiévreux, dans son baraquement, l'employeur dénonce « une opération à des fins politiques ». Le malade meurt peu de temps après et contamine les autres !

La santé et la sécurité des travailleurs par temps de COVID19 sont un enjeu primordial qui pourtant ne constitue pas la première préoccupation de tous les employeurs.

Partout dans le monde, les enquêtes montrent que le coronavirus marche main dans la main avec les inégalités sociales. C'est aussi un rappel que les classes sociales non seulement existent toujours, mais sont toujours en lutte.

Lire l'article du *NYTimes* ici : <https://urlz.fr/emda>

Cuba

Un laboratoire de recherche spécialisé COVID vient d'être inauguré

Embargo états-unien qui prive ce petit pays des moyens nécessaires depuis des décennies : pauvreté et manque de ressources au quotidien : pandémie COVID présente sur l'île comme partout au monde (au 17 novembre, 7.704 personnes positives COVID, 7.172 guéries et 131 décédées) : malgré tout cela, Cuba continue d'investir dans l'éducation et la science, ses priorités depuis toujours.

C'est dans ce contexte que nous apprenons, grâce à l'association *Cuba coopération France* et le média en ligne *CubaDebate* qu'un nouveau laboratoire de recherche a été inauguré fin octobre, spécialisé en biologie moléculaire, dans la province d'Artemisia (à l'ouest du pays). Ce laboratoire va d'emblée répondre aux besoins immédiats de la lutte contre la pandémie : analyser les tests PCR en temps réel afin d'avoir les résultats quasi-immédiats et de favoriser le diagnostic le plus précoce de la COVID19. La capacité journalière sera de 300 tests et couvrira deux provinces, Artemisia et Pinar del Rio.

On pourrait dire que c'est une goutte d'eau dans l'océan, car Cuba fait près de 9.000 tests par jour, mais la province Pinar del Rio a bien besoin de ces moyens supplémentaires : elle a le plus fort taux de tests positifs pour 100.000 habitants de toute l'île, selon les informations fournies par le gouvernement.

Un laboratoire de recherche qui s'ouvre est toujours une bonne nouvelle. Les moyens médicaux cubains (brigades Henri Reeves notamment) ont aidé plusieurs pays à affronter la pandémie, y compris la France (Antilles), qui n'a pas exprimé une reconnaissance à la hauteur de cette aide, contrairement à l'Italie. Ce qu'on peut espérer c'est que le nouveau laboratoire ne soit pas juste une réponse à l'urgence, mais qu'il pourra poursuivre son travail même après la pandémie pour renforcer le tissu scientifique cubain. Cela dépend notamment des moyens dont le pays pourra disposer, et qui ont tant fait défaut.

La nouvelle administration états-unienne sous Biden-Harris, qui prendra ses fonctions en janvier scellant ainsi l'ère désastreuse de Trump (mais non du « trumpisme » toujours vivace), aura cette importante mission. Elle sera attendue au tournant par tant d'humanistes partout dans le monde, qui luttent toujours pour la fin des embargos.

<https://urlr.me/qPs2d>



Grèce

17 novembre 1973 - 17 novembre 2020 : « pain, éducation, liberté »

Une chanson satirique sortie peu après la chute de la dictature des colonels raillait leurs interdictions : « les rassemblements peuvent avoir lieu avec la participation d'une personne maximum, c'est ainsi qu'on évitera d'être incarcéré ou d'avoir l'épaule démise ». 47 ans après, on pourra chanter la même chose et ce ne sera malheureusement pas que pour rire. Car c'est la première fois depuis que le 17 novembre est devenu une date de célébration nationale qu'un gouvernement ose interdire les rassemblements commémoratifs sous prétexte de confinement dû à la pandémie COVID. Même le 1^{er} mai (cf. notre

Fenêtre n°6) n'a pas été interdit, quand le confinement était plus strict et les moyens de contrôle de la pandémie moindres. C'est dire l'indignation de tous ceux qui comptaient sur cette date symbolique pour réaffirmer que la mémoire est toujours vivante, que personne n'oublie le soulèvement historique de l'École Polytechnique d'Athènes réprimé dans le sang ce 17 novembre 1973, qui a sonné le glas de la dictature tombée en juillet 1974.

Interdit de déposer des gerbes, interdit d'organiser des cérémonies, interdit d'organiser des rassemblements en plein air de plus de... 4 personnes. Ces mesures sont publiées le dimanche 15 novembre et courent jusqu'au 19 novembre au matin. Elles s'appliquent non seulement aux grandes villes, mais à tout le territoire, même aux contrées rurales. Si l'on décide d'organiser une cérémonie en plein air dans un village avec plus de 4 personnes, on risque une amende de 3.000€ pour un particulier, de 5.000€ pour un parti, un syndicat ou une association !

Exit le caractère historique et pédagogique de cette journée si importante pour les jeunes qui n'ont pas connu les faits. Or c'est principalement pour eux, aujourd'hui dans la tourmente des ouvertures-fermetures des établissements scolaires et universitaires, de l'éducation à distance si aléatoire et de la crise qui leur ferme l'horizon de l'emploi, que le 17 novembre aurait été tellement utile. On ne peut pas tenir les générations futures dans le silence et l'oubli.

La décision d'interdire toute commémoration et d'envoyer la police « surveiller » le site historique de l'École Polytechnique à Athènes a été dénoncée par les opposants et des défenseurs des droits humains. Un ex-ministre a mis sur Tweeter la une d'un journal de 1973 annonçant que « le président » (i.e. le dictateur en chef) a interdit les rassemblements et imposé un couvre feu suite « aux incendies et manifestations devant le site de Polytechnique ».



Ceux qui comptaient commémorer (et maintenir la marche traditionnelle vers l'ambassade des États-Unis) s'étaient pourtant engagés au plus strict respect des mesures sanitaires et de sécurité. Des négociations très serrées avaient été menées avec le gouvernement. Mais elles ont été rompues par le gouvernement qui a décidé que « les rues et les manifestations transportent le virus et génèrent la maladie », comme l'a déclaré un ministre. Préventivement, la police est entrée dans l'enceinte historique et dans le campus actuel de Polytechnique, procédant à l'arrestation de 91 personnes qui protestaient contre l'interdiction.

Comme nous l'apprend le *Journal des rédacteurs* du 15.11.2020, cette répression n'est pas uniquement dirigée contre les protestataires de ce jour, mais fait suite à une action de la police et du Procureur contre des médecins de Thessalonique qui avaient appelé à participer aux commémorations.

Plusieurs appels à passer outre l'interdiction sont lancés. Dans une Grèce qui re-confine de façon confuse, où la population est fatiguée de se voir à nouveau plongée dans la crise tandis qu'elle avait cru, avant l'été, à l'efficacité des mesures prises pour contenir la pandémie, cette interdiction équivaut à la suppression d'une mémoire précieuse qui résonne encore aux oreilles de ceux qui ont eu la chance de l'écouter en novembre 1973 : « ici l'École Polytechnique, ici l'École Polytechnique ; c'est la station radio des étudiants libres et en lutte qui vous parle, des Grecs libres et en lutte ; nous n'avons pas d'armes ».

Cette voix a expiré sous les chenilles des blindés, a été noyée dans le sang des victimes, dont la première n'avait que 17 ans. Aujourd'hui, en l'absence de blindés et de sang, une publication au journal officiel et une déclaration du préfet de police suffisent.

La veille du 17 novembre, une protestation signée d'universitaires, chercheurs, écrivains, syndicalistes et simples citoyens, dont nous avons eu connaissance grâce à notre collègue Giorgos Roussis, professeur émérite de philosophie politique à l'université Panteion d'Athènes (que nous remercions) condamnait la décision autoritaire du gouvernement, rappelant que « l'interdiction des rassemblements publics de plus de 3 personnes dans tout le pays nous conduit à d'autres époques (NDLR. celle de la dictature des colonels). Elle est profondément antidémocratique et anticonstitutionnelle, comme le souligne l'Union des magistrats et des procureurs, car elle est de portée globale et irréversible. Une telle restriction ne peut être imposée qu'en état de siège et elle est strictement encadrée par la Constitution ». Les signataires appellent le gouvernement à retirer l'interdiction, ce qui n'a pas été fait.

Mais la célébration a eu lieu. Le 17 novembre, comme annoncé, forces politiques, sociales, citoyennes ont participé à deux événements marquants qui ont lieu tous les ans à cette date : un rassemblement devant l'ancien siège de la Police militaire des colonels, haut lieu d'exactions et tortures pendant la dictature ; et le traditionnel défilé vers l'ambassade des États-Unis pour ne pas oublier que c'était la CIA qui avait fomenté et impulsé le putsch des colonels. Les participants ont essuyé des coups et des lacrymogènes « pour des raisons sanitaires », comme le raille un article du *Journal des rédacteurs* qui parle d'abus de pouvoir de la part du gouvernement.

Le slogan des résistants de 1973, « pain, éducation, liberté » résonne avec une acuité particulière cette année. Honte à ceux qui veulent le réduire en silence.

Faites parler vos traducteurs en ligne.

Les arguments des spécialistes du droit constitutionnel sont ici :

https://www.efsyn.gr/politiki/268742_na-anaklithei-amesos-i-antisyntaxmatiki-apagoreysi-ton-synathroiseon

Les articles du Journal des rédacteurs :

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/268673_polytehneio-aytarhikos-katiforos-tis-kybernisis-me-proshima-tin-pandimia

https://www.efsyn.gr/politiki/antipoliteysi/268986_o-aytarhismos-tis-kybernisis-den-perase



États-Unis

Logement et COVID19 : qui sera SDF et dans combien de temps ?

Nous vous avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°9. Le logement ne fait pas bon ménage avec la pandémie. Un article de Patrick Sisson, journaliste au média en ligne *GEN*, décrit comment la pandémie a conduit de très nombreuses personnes des classes moyennes et populaires au bord de l'expulsion ou en a carrément fait des SDF. Le titre « la pandémie a montré combien notre système de logement est cassé » exprime bien cette exaspération due au manque de système de logement social digne de ce nom dans l'un des pays les plus riches du monde.

Aux États-Unis, la judiciarisation de la vie quotidienne est la règle. Sisson relate les procès que les propriétaires, le plus souvent des agences ou des promoteurs immobiliers, intentent aux locataires dont les revenus ont drastiquement baissé pour cause de COVID19. Les procès sont expéditifs, trop nombreux, et parfois tenus en visioconférence, avec tous les aléas de cette méthode. Certains obtiennent un délai, comme cette salariée âgée de Walmart (la chaîne de grande distribution bien connue) qui affirme avoir recommencé à travailler et percevoir à nouveau un salaire. Mais certains autres sont expulsés juste après quelques minutes où la visioconférence ne fonctionne pas et personne ne répond après que le juge demande deux-trois fois « y a-t-il quelqu'un ? ».

Une représentante d'association de défense des locataires dénonce cette justice-vidéo : « tu ne peux pas avoir le silence, tu entends derrière des enfants qui pleurent, des sirènes à travers la fenêtre ; le juge n'a même pas à te regarder dans les yeux pour prononcer ton expulsion ; ça me rend malade de penser combien de gens sont ainsi expulsés par erreur ». C'est pourquoi une autre association a porté plainte à la Cour suprême de l'État du Missouri contre les procès-vidéo.

La pandémie a fait empirer un système où, chaque année, 2,3 millions d'expulsions sont prononcées, une toutes les 4 minutes, deux fois plus concernant les Noirs que les Blancs.

Au début de la crise COVID, un moratoire de deux mois a été prononcé, suivi par des lois protectrices des États. La situation décrite par Sisson et les associations s'est déroulée pendant l'été, jusqu'à ce qu'en septembre un nouveau moratoire qui court jusqu'à fin décembre se mette en place. Mais les locataires ont peur : la pandémie aux États-Unis ne faiblit pas, le chômage et la pauvreté guettent.

Selon nos collègues de l'*Eviction Lab* de l'Université de Princeton avec qui vous avez fait connaissance dans notre *Fenêtre* n°9, après l'expiration du moratoire fédéral et des moratoires locaux, le nombre d'expulsions a augmenté en flèche, comme l'a montré leur outil de surveillance ETS (*Eviction tracking system*), qui a comparé les données de 25 villes en 2020 et pendant les années précédentes. Le nombre d'expulsions était toujours à un niveau historiquement bas 6 semaines après la fin des moratoires. Mais début novembre, 22 des 25 villes n'offraient plus aucune protection contre l'expulsion locative.

Les collègues démontrent l'efficacité des moratoires fédéraux et locaux, des aides locatives, des indemnités chômage : « leur importance est cruciale pour réduire les expulsions et soutenir une stabilité de logement. Notre analyse montre que les moratoires fonctionnent et qu'ils fonctionnent mieux quand ils stoppent les premières étapes du processus d'expulsion », concluent-ils. Avant que la machine judiciaire s'emballent et fasse de nouveaux SDF dont l'errance contribuera certainement à la propagation du virus, la seule solution est l'état social.

Les données et graphiques, ainsi que les résultats des recherches récentes et tous les outils interactifs informatifs ou d'aide aux locataires sont sur le site du laboratoire :

<https://evictionlab.org/moratoria-and-filings/>

L'article de Patrick Sisson :

<https://gen.medium.com/the-pandemic-has-exposed-how-broken-our-housing-system-is-bcef9a8861e6>



Les travailleurs des Ehpad-entreprises se révoltent

Dans notre Fenêtre n°11, nous vous avons présenté la situation déplorable de ces travailleurs essentiels qui étaient menacés de licenciement par l'entreprise propriétaire de leur Ehpad. La crise COVID était la cause avancée par le patronat, qui, voyant le chiffre d'affaires baisser et les aides fédérales cesser, utilise le personnel comme « variable d'ajustement ». Les histoires émouvantes ne racontaient que la détresse, non la révolte : aucun ne faisait allusion à un syndicat.

Mais la bonne nouvelle est que les choses changent : grâce au compte Tweeter du mouvement syndical *Fight for15*, qui nous renvoie à celui du SEIU (*Service Employees International Union*) et de sa branche locale de Chicago, nous apprenons que le lundi 23 novembre les salariés des Ehpad propriété du groupe « Infinity », dans l'agglomération du Grand Chicago, ont commencé une grève.

Le site du SEIU donne la liste des 11 établissements concernés, précisant que la majorité de ces travailleurs sont des personnes de couleur, que la décision de se mettre en grève était pour elles difficile et qu'elle survient après des mois de négociations où leurs employeurs ont ignoré leurs revendications.

Que demandaient ces travailleurs « essentiels » ? Une augmentation salariale de type « prime COVID », puisque leur travail est risqué par temps pandémique ; une protection et des mesures de sécurité accrues pour affronter la seconde vague ; vu l'expiration de leurs contrats en mai dernier, la signature immédiate d'un nouveau contrat, pour cesser de travailler dans des conditions d'arbitraire patronal.

Les grévistes savent bien que le groupe « Infinity » a touché des aides fin juillet, grâce au *CaresAct* fédéral (ils avancent la somme de 12,7 millions). De cet argent, ils n'ont pas vu la couleur. Or, selon eux, il pourrait être très utile pour embaucher du personnel supplémentaire dont les établissements ont besoin pour affronter la vague montante qui frappe déjà plusieurs établissements du Grand Chicago.

On peut les soutenir en allant sur la page du SEIU qui a mis en ligne tout le matériel nécessaire tant pour une campagne virtuelle, que pour un soutien « physique », si d'aventure d'autres salariés ou habitants de la localité voulaient participer aux piquets de grève et soulager les grévistes :

<https://seihcilin.org/infinity-nursing-home-strikeforourlives/>

Revue de presse locale et infos actualisées ici :

<https://seihcilin.org/2020/11/day-1-news-coverage-infinity-strikeforourlives/>

Inde

Les travailleurs des services publics en grève

Elles et ils ont travaillé très dur pendant la première période de la pandémie COVID19 dans un pays où le confinement a peut-être ralenti la propagation de la contagion virale, mais augmenté la contagion du virus qui se nomme faim, violence, exclusion. Le gouvernement nationaliste et raciste de Narendra Modi a jeté de l'huile sur le feu. Nous vous en avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°8.

Aujourd'hui, les travailleurs du secteur public qui ont supporté tout le travail « utile à la société », c'est-à-dire qui ont permis aux populations de ne pas sombrer complètement, en ont assez. Le 26 novembre, ils cessent le travail : grève générale !

Dans une vidéo que les syndicats ont posté sur *YouTube*, plusieurs travailleuses du secteur de la santé témoignent : « pendant la pandémie, nous sommes allées de maison en maison pour que la population prenne conscience de la diffusion du virus ; nous avons travaillé sans relâche, de sorte que nous-mêmes ou nos proches avons été infectés par le virus pendant que nous étions sur le front faisant notre devoir ». Une photo montre une brochette de femmes, dans leurs saris colorés, avec la légende : « dès notre guérison, nous sommes retournées au travail ».

Une infirmière d'un service COVID explique les contraintes presque insoutenables de « l'uniforme » de protection qu'elle doit porter. C'est, dit-elle, particulièrement pénible pour les femmes, durant 6 ou 12 heures. Des femmes aux saris roses et masques blancs font du porte à porte pour s'assurer que les gens bénéficient des soins et des services publics dont ils ont besoin. Un employé des chemins de fer désinfecte un train. Une employée de la propreté municipale se plaint que pendant le confinement elle et ses collègues ont risqué leur vie en ramassant les ordures, dont les masques usagés et autres dispositifs dangereux, au domicile des patients. En cas d'accident, ils ne sont ni assurés, ni indemnisés.

Le gouvernement, dès le début de la pandémie, s'est attaqué à leurs droits, en « simplifiant » la législation du travail, c'est-à-dire en supprimant nombre de lois protectrices : on passe de 44 à 4 ! Les heures de travail augmentent, les salaires sont fixés arbitrairement sans négociation, les contrats précaires se généralisent. Des incertitudes pèsent sur la sécurité sociale de ces travailleurs et sur leur droit de grève. Le gouvernement central aura plus de pouvoir pour restreindre les droits des travailleurs. Dans la vidéo, un employé de la compagnie d'électricité du Rajasthan considère que le gouvernement a trahi les travailleurs en changeant les lois.



Public workers protest India's new Labour Codes



Les revendications syndicales :

- soulager immédiatement avec de l'argent et de la nourriture tous ceux qui en ont besoin suite à la pandémie ;
- implémenter et étendre les garanties d'emploi ;
- retirer les lois anti-agriculteurs et anti-travailleurs en général ;
- stopper la privatisation des services publics et des entreprises publiques qui fournissent des biens et des services (trains, ports) ;
- restaurer et améliorer le système de retraite afin qu'elle soit garantie pour tous.

L'Internationale de l'éducation (IE) soutient cette grève et appelle à envoyer un message de protestation aux gouvernements central et provinciaux : « je vous écris car je suis outragé que plusieurs états indiens ont utilisé la crise du coronavirus comme un prétexte pour miner les lois du travail et attaquer les droits des travailleurs ».

L'Inde n'est pas le seul pays où le coronavirus est une aubaine pour ceux qui veulent supprimer les droits des travailleurs et des citoyens. Mais la situation de cette immense démocratie est très préoccupante, car à la politique antisociale s'ajoute le nationalisme d'une sorte d'épuration qui vise à « restaurer » les hindous dans leur position dominante socialement et économiquement. Narendra Modi avait jusqu'ici un indéfectible allié, le Président Trump. Peut-être veut-il terminer au plus tôt sa basse besogne de destruction de l'état de droit, avant que l'ami quitte la Maison-Blanche.

Pour soutenir les travailleurs des services publics indiens :

<https://urlr.me/mnWfz>

La vidéo est ici :

https://www.youtube.com/watch?v=ERRuAuqEim0&feature=emb_title&ab_channel=PSIglobalunion

Italie

En Sardaigne, faites du fromage, non des bombes

Voilà une bonne idée pour l'utilisation des subventions du « plan de relance COVID19 » et pour pérenniser des emplois sur l'île : substituer à l'usine de bombes *Rwm* une fromagerie pour fabriquer des fromages à partir du lait des brebis et chèvres élevées localement. Cette initiative des pacifistes sardes (les associations *Sardegna pulita* et *Donne Ambiente Sardegna*) sera soumise aux ministères des affaires étrangères et du développement économique à la fin novembre. Elle compte sur les fonds de relance, et vise à offrir aux éleveurs locaux un prix rémunérateur pour leur lait.

Avant la crise COVID19, la Sardaigne comptait sur l'usine *Rwm* de fabrication de bombes, sous-traitante de l'entreprise allemande *Rheinmetall*. Ses 90 salariés permanents fabriquaient du matériel pour l'Arabie Saoudite (avant que le gouvernement rompe avec Riyad pour cause d'usage des bombes contre des civils au Yémen), le Qatar et même la Turquie, malgré la déclaration de révision de ces contrats de la part du gouvernement italien, suite à l'invasion de la Syrie du nord.

Comme nous l'avons déjà écrit dans notre *Fenêtre* n°2, les usines d'armement italiennes étaient considérées comme « entreprises essentielles » et ont continué à fonctionner même lors du confinement le plus strict au printemps dernier, mettant en péril la santé de leurs salariés, ce qui avait été dénoncé à plusieurs reprises par des syndicats et le mouvement pacifiste. Mais *Rwm* prétexte aujourd'hui « la crise » et veut mettre au chômage ses 90 permanents (rien n'est prévu pour les 200-300 précaires qu'elle emploie).

C'est là qu'entre en jeu le projet des pacifistes et des éleveurs sardes, qui a été élaboré avec la faculté d'agriculture de l'Université de Sassari. Au lieu de dépendre de la « monoculture » du pecorino romano dont 95% était destiné à l'exportation (notamment aux États-Unis) et qui n'offre pas aux éleveurs un prix rémunérateur, la nouvelle fromagerie fabriquera des fromages consommés sur place, grâce au lait des 3,5 millions de brebis et 500.000 chèvres, explique l'ingénieur agronome Ennio Cabiddu, l'un des initiateurs du projet.

Les syndicats locaux sont un peu méfiants, craignant la perte d'emplois. Mais le projet est tout à fait conforme aux lignes directrices nationales de la CGIL, dont l'engagement pour la paix a été réaffirmé lors de son 18^e congrès (janvier 2019, Bari) avec la résolution « pour un monde de paix ».

Selon ses initiateurs, non seulement les futurs chômeurs de la *Rwm* retrouveront un emploi, non seulement les éleveurs trouveront un débouché pour leur lait, cet « or blanc », mais ce sera « l'occasion d'utiliser le fonds de relance pour un territoire qui en a bien besoin, car la Sardaigne importe actuellement 85% des produits alimentaires qu'elle consomme. La véritable vocation sarde sera valorisée. Jusqu'ici, on n'a pas eu de succès, car les bombes sont une bonne affaire. Mais si on produit des bombes, il faut ensuite inventer les guerres ».

Les collègues de l'université y ont mis leur savoir scientifique et technique, les pacifistes leur activisme, les éleveurs leur savoir-faire et leur volontarisme. Quelle fierté pour les anciens ouvriers de la *Rwm* de produire désormais ce qui nourrira des humains, au lieu de ce qui les détruira !

<https://ilmanifesto.it/la-pace-del-formaggio/>

<https://www.retedellapace.it/2019/01/congresso-cgil-risoluzione-per-un-modo-di-pace/>



Sénégal

« Penser le Sénégal sous coronavirus »

Notre collègue et camarade du SUDES Mouhamadou El Hady Ba, philosophe à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui nous avait accordé une interview exclusive dans la *Fenêtre* n°7, récidive avec bonheur dans cet article publié dans le média en ligne *Silo agora des pensées critiques* de la Fondation Gabriel-Péri.

Le Sénégal avait bien géré la première vague pandémique, en dépit des Cassandre qui prédisaient le déluge. Aujourd'hui ce pays, comme beaucoup d'autres, fait face à de nouveaux cas, mais cela n'empêche pas le travail universitaire ou syndical. Une délégation du SUDES est allée à l'Université de Thiès le 21 novembre pour rencontrer les collègues et la rectrice, comme nous l'apprenons par la page Facebook du secrétaire général du SUDES ESR, Oumar Dia. La vie et la réflexion ne s'arrêtent pas.

Hady Ba commence avec un parallèle entre la gestion de la COVID19 et l'équipe nationale de foot du Sénégal : cette dernière avait « démarré en fanfare » à la Coupe du monde de 2002, battant la France, son ancien colonisateur, tout un symbole. Mais après de bonnes performances, elle avait échoué « aux portes de la gloire ». D'où un certain pessimisme de notre collègue quant à la possibilité de la société sénégalaise à s'émanciper vraiment, malgré le comportement rationnel qui a bien servi à gérer la crise, au moins à ses débuts.

Il est vrai que l'Afrique, et le Sénégal en son sein, savent très bien ce qu'est une pandémie. L'expérience, dont ils se seraient bien passés, a rendu les Sénégalais résilients et leurs autorités plus enclines à écouter les scientifiques.

C'est là où Hady Ba pose la question pertinente : « force a été de constater que certaines institutions comme l'Université, l'Hôpital et l'Administration pouvaient correctement fonctionner. [...] Pourquoi ne fonctionnent-elles pas de manière efficiente en temps normal ? ». Petite pique lancée vers « les pays qui nous ont servi de modèles » (l'ancien colonisateur n'est pas nommé, mais on le devine), inefficients, irrationnels, voire puérils.

Dans l'interview qu'il nous avait donnée, Hady Ba souhaitait que le Sénégal ait des relations d'égal à égal avec les pays européens et singulièrement la France. Ce n'est pas une utopie que de vouloir tirer profit de la pandémie pour revendiquer que la France considère le Sénégal (et les autres anciennes colonies africaines) comme ses égaux.

Le syndicaliste et citoyen engagé met en garde les autorités de son pays : bien gérer la première vague de la pandémie peut mener à une autosatisfaction arrogante et à un désastre sanitaire quand vient la deuxième vague. En particulier, notre collègue fustige « les entrepreneurs religieux » qui veulent que les rassemblements continuent pour asseoir leur emprise sur le peuple. « L'État choisira-t-il de protéger le peuple ou bien cédera-t-il aux pressions ? ». Si l'État joue son rôle, le Sénégal évitera une crise sanitaire qui impactera aussi les autorités religieuses.

On ne peut que faire le parallèle avec la France : pendant ce deuxième confinement, on a vu des manifestations « de fidèles » (dont même des évêques se sont désolidarisés) pour autoriser les rassemblements dans des églises, en dépit du fait que la première vague COVID a démarré... d'un grand rassemblement religieux dans l'est de la France. Pendant ce temps, les librairies restaient fermées.

Le philosophe veut donner un sens à ce qui s'est passé, « quant le coronavirus ne sera plus une menace ». Mais il est conscient que le sens « c'est nous qui le créons » car nous sommes « forcés à la solidarité », à l'adoption « d'une éthique de la responsabilité ».

À l'aide de Pascal, la réflexion philosophique d'Hady Ba concerne la condition de l'être rationnel qu'est l'humain. « Le Sénégal est à la croisée des chemins. [...] Il faudra investir dans l'intelligence de notre peuple. [...] Nous devons être des créateurs de connaissances pour mériter notre statut d'humains ». Tirer profit de la COVID19 pour « forger notre destin ».

La conclusion peut paraître pessimiste ou tout simplement réaliste : l'avenir reste ouvert. La métaphore de l'équipe de foot réapparaît, insistant sur le *caractère collectif* de ce sport : il se joue à 11, et, « après avoir suscité l'admiration générale, le Sénégal finit par perdre » (paraphrase du célèbre « le foot se joue à 11 et à la fin c'est l'Allemagne qui gagne »).

Hady Ba souhaite que le Sénégal dépasse « la gestion de l'exceptionnel » et devienne enfin un pays développé, dont la marque est « l'établissement des normes et leur application quotidienne ». Même s'il pense que son pays n'est pas encore prêt, la lecture de cet article long mais éclairant montre que les forces vives existent.

Une preuve ? le programme de la journée internationale de la philosophie 2020 organisée à l'Université Cheikh Anta Diop sur le thème « Afrique, philosophie, crise sanitaire et COVID19 : quel changement de paradigme impulser à partir de l'Afrique ».

Les Sénégalais ne rêvent plus de venir à Paris contempler la Tour Eiffel, mais les habitants de la région parisienne qui n'ont jamais connu Dakar perdent sûrement quelque chose. Premier voyage conseillé quand le monde s'ouvrira à nouveau.

https://silogora.org/penser-le-senegal-sous-coronavirus/?fbclid=IwAR0nDMg86YfdSjj_3pt_3PKun746SIItnUQgQ1Vnfu nk_IrxQJ6uaa5ozeM



**Journée mondiale de philosophie
World Philosophy Day**

CPA, Caribbean Philosophical Association
ASEPHI, Association sénégalaise de philosophie
UNESCO, Bureau multisectoriel de la Région Afrique de l'Ouest et du Sahel

**Afrique, Philosophie, crise sanitaire et
COVID-19 : Quel changement de paradigme
impulser à partir de l'Afrique**

**Africa, Philosophy and COVID-19:
Is an African-Centered Shift of Paradigm
Possible?**

<p>Les 19 et 20 novembre 11h00-13h00 Heure de l'Est 16h00-18h00 Sénégal et Côte d'Ivoire Sessions en ligne Service interprétation français-anglais Inscription obligatoire Lien inscription</p>	<p>November 19 and 20 11:00p.m - 1:00p.m EST 4:00p.m.-6:00p.m. Senegal, the Ivory Coast Online sessions Translation French-English Registration required Registration link</p>
---	--

I.

Jeudi 19 – 11h00 Heure de l'Est / 16h00, Sénégal – Côte d'Ivoire
Thursday 19 – 11:00a.m. EST / 4:00p.m. Senegal – Ivory Coast

Kouadio Koffi Décaird, *La crise du COVID-19 et les défis du développement de la médecine africaine / The COVID-19 Crisis and the Development Challenges of African Medicine*, Maître de conférences, Département de philosophie, Université FHB de Cocody, Côte d'Ivoire

Ismahan Soukeyna Diop, *Face à soi-même pendant la pandémie Covid-19 / Facing Ourselves During the Covid-19 Pandemic*, Maître de Conférences assimilé, Département de philosophie, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

Hady Bâ, *Penser la résilience africaine face au Covid 19 / African Resilience in the face of Covid19*, Maître de Conférence Titulaire en philosophie, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

Abdoul Kane, *La pandémie De la COVID-19 : une opportunité pour repenser la santé / COVID-19 : An Opportunity to Rethink our Health System*, Professeur titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

II.

Vendredi 20 – 11h00 Heure de l'Est / 16h00, Sénégal – Côte d'Ivoire
Friday 20 – 11:00a.m. EST / 4:00p.m. Senegal – Ivory Coast

M. Abdon Ndukur Kacc Ndao, *Covid-19 : entre bouleversement planétaire et quête de sens*, Directeur exécutif du Centre international de Recherche et de Documentation Sénégal

Emmanuel Banywesize Mukambilwa, *Covid-19, vulnérabilité humaine et nécessité de penser l'Ubuntu comme fondement de la politique de la vie / Covid-19, Human Vulnerability and the Need to Center Ubuntu as Life Politics*, Professeur à l'Université de Lubumbashi, République Démocratique du Congo

Séverin Yapo, *Covid-19 : le fermé, l'ouvert et la Côte d'Ivoire / Covid-19: Exclusion, Openings and Côte d'Ivoire*, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire